

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Evo-et-la-nouvelle-Constitution-comment-fabriquer-un-Etat-en-Bolivia>

Evo et la nouvelle Constitution, comment fabriquer un Etat en Bolivia

- Les Cousins - Bolivie -

Date de mise en ligne : vendredi 14 novembre 2008

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

[Lavaca](#). Buenos Aires, le 29 octobre 2008.

[Leer en español](#)

Le gouvernement bolivien a obtenu un accord avec l'opposition pour matérialiser la Constitution qui, estime-t-il, impliquera une opportunité pour la construction d'un nouvel État. La seule mention du sujet appelle à débat : sera-ce ainsi ? Une possibilité de pleine réalisation pour la société, ou un maquillage libéral et une nouvelle machine de coercition ? Autour de ces sujets, **lavaca** a conversé avec **Jaime Parejas** et **Carlos Lara** à Santa Cruz de la Sierra. Ils sont des représentants du gouvernement et à la fois ne cessent pas de marquer les limites de ce qu'eux mêmes construisent. Les énigmes entre le libéralisme et le socialisme.

Le gouvernement bolivien a obtenu un accord avec l'opposition pour matérialiser la Constitution qui, estime-t-il, impliquera une opportunité pour la construction d'un nouvel État. La seule mention du sujet appelle à débat : sera-ce ainsi ? Une possibilité de pleine réalisation pour la société, ou un maquillage libéral et une nouvelle machine de coercition ? Autour de ces sujets, lavaca a conversé avec Jaime Parejas et Carlos Lara à Santa Cruz de la Sierra. Ils sont des représentants du gouvernement et à la fois ne cessent pas de marquer les limites de ce qu'eux mêmes construisent. Les énigmes entre le libéralisme et le socialisme.

"Nous savons que l'Etat est un instrument de domination. Et j'ai toujours pensé qu'il doit être détruit pour qu'une révolution existe. Mais maintenant nous sommes dans une situation où nous ne pouvons pas sortir de ce cadre ni construire des imaginaires différents de ce qui est - aujourd'hui même - une relation de pouvoir ou hiérarchique."

Carlos Lara explique ainsi cette complexe situation, typiquement bolivienne ces derniers temps, où cohabitent le militant social avec le fonctionnaire public. Quels sont les chemins de la transformation ? La politique étatique peut être parfois une formule de changement, ou en réalité continue d'être centralement une manière de contrôler les sociétés ? Chaque discussion en Bolivie gouvernementaliste semble impliquer un mélange de passion et de calcul, d'espoir et de pragmatisme.

Carlos est auteur du livre 'Construction Sociale de l'État', il s'est posé de telles questions, et est à la fois représentant départemental du gouvernement d'Evo Morales à l'Assemblée Constituante. Jaime Parejas intègre aussi la Représentation Présidentielle à l'Assemblée, et l'organisation Courant de Responsabilité Citoyenne, qui s'est posée la tâche hardue de proposer des ouvertures et des ruptures du sectarisme dans cette ville plutôt dominée par l'entêtement et le sectarisme.

Le pouvoir politique et patronal cruceño s'est engagé dans des actions séparatistes, en plus de symboliser des mécanismes néo féodaux de concentration de terres, de contrôle politique et médiatique et de racisme contre les secteurs pauvres ouvriers et indigènes. (...)

CEUX QUI PROPOSENT LE NON ETAT

Lara est un homme de gauche : 'Ont m'a dit guevariste, maoïste, léniniste, bien que la vérité c'est que ce qui m'a toujours le plus attiré est l'anarchisme'. Il lui est difficile, autant qu'à Jaime, de se faire à l'idée d'être 'fonctionnaire public'.

Pourquoi croyez-vous que l'on ne peut pas sortir du cadre de pensée étatique, et des formes de pensée et de relation de pouvoir et hiérarchiques ?

Carlos Lara : Les gens ne sont pas encore critiques. Tout dans leur tête s'est formé avec la conception de l'existence de l'Etat. Les théoriques les plus avancés ici veulent imaginer qu'un État de nature socialiste peut exister. Mais je leur dis : quel État socialiste pouvons-nous avoir si la Constitution est nettement libérale ?

Libérale ?

Jaime Parejas Bien sûr, elle a toute les structures libérales, bien qu'avec beaucoup d'inclusion au niveau des droits du travail, de santé, culturels, des droits collectifs, qui cassent en partie la structure conventionnelle du droit libéral, mais on ne peut pas parler d'un schéma socialiste.

Lara : Elle a des aspects révolutionnaires, au niveau de l'éducation par exemple, où elle projette une révolution transformatrice et critique, de décolonisation. Mais le reste est un soutien de l'Etat, de la construction d'un nouvel Etat je dirais, avec une perspective sociale.

Par quoi difféierait-elle de l'actuelle ?

Parejas : D'abord, cette constitution n'est plus faite pour une élite gouvernante, de patrons, mais pour la paysannerie, pour les quartiers ouvriers et indigènes, tout a été discuté, élaboré, réfléchi. Vous, moi, tous. Et cela même engendre une conscience de ce que signifie faire partie intégrante d'un Etat.

Lara : Et cette construction étatique ne peut pas nier les relations de pouvoir. Mais parallèlement à cela, a aussi été développée une conception de Nation des aymaras, des chiquitanos, des quechuas, qui peuvent même nier le propre Etat.

Mais ils le nient ou l'intègrent ?

Lara : Ils ne nient pas l'Etat, bien qu'ils puissent le faire. Mais ils ne le font pas parce que volontairement ils s'incorporent à l'Etat. C'est un autre processus. Je ne sais pas comment cela continuera. Mais de manière volontaire, ces nations qui pourraient avoir été un Non Etat, maintenant vont faire parties de l'Etat qu'ils vont construire eux-mêmes. La nouvelle Constitution crée un État Plurinational qui incorpore ces nations.

LES IDEES DES AUTRES

On peut considérer comme volontaire cette incorporation, ou ne cesse-t-elle pas d'être une forme de ce que traditionnellement on appelle 'cooptation' ?

Lara : L'État maintient en fin de comptes toutes ses catégories coercitives, tout un appareil idéologique de pouvoir de répression étatique. Cela ne va pas changer beaucoup. La différence c'est que maintenant il est incluant. Il commence à reconnaître des choses inexistantes.

Parejas : Imaginez que le droit citoyen au vote existe seulement depuis 1952. L'idée de démocratie délibérative, avec référendums, s'est récemment incorporée. Ce sont des formes qui devront aller en s'enrichissant, comme autre élément d'une démocratie communautaire. Comme devra augmenter cette participation de l'économie communautaire, du droit collectif, de la justice communautaire indigène-paysanne, qui n'a pas été normée mais que la Constitution prévoit de le faire.

Lara : En analysant tout le processus, l'Etat bolivien qui se construit a plus de proximité avec le pouvoir du peuple. Le pouvoir constitué (les institutions) et le pouvoir constituant (la société) se rapprochent.

Tous disent cela, Carlos

Lara : Mais ici l'Etat propose que la souveraineté s'exerce de manière directe par le peuple, non seulement à travers des représentants. La différence entre Etat et société peut se réduire puisqu'il y a une participation populaire et on demande que la société ait une plus grande conscience, plus de capacité d'action, à l'intérieur de la vie normée de manière collective.

Parejas : Les institutions que nous avons eues sont corporatives, antidémocratiques et élitistes. Ici nous projetons une nouvelle institutionalité qui rompe le statu quo et qui désarticule la domination qui existe sur la fausse conscience de classe, qui signifie que les gens finissent par penser avec les idées de ceux qui les oppriment.

Mais dans cette même tradition d'idées, est-ce que cela peut réussir avec un Etat que vous mêmes qualifiez comme libéral ?

Parejas : Oui, dans la mesure où on réussit à combiner à cette constitution, que nous reconnaissons comme libérale, la participation.

Lara : Il est important de mentionner que les courants qui proposent la dictature du prolétariat ne sont pas entrés dans le débat de la Constituante. Ces théories ont été reléguées, et un espace a été donné au sujet de l'inclusion des peuples originaires indigènes. Cela n'a pas été apparenté au discours de l'État Socialiste ou de la dictature du prolétariat, ni n'a réussi à créer un climat d'insurrection populaire paysan-indigène en ce sens. On ne détruit pas le vieux Etat capitaliste au moyen de la voie armée et révolutionnaire. Il n'y a pas d'arguments en face de l'idée de révolution pacifique et de transformation culturelle, comme le propose Evo. La variante prolétaire est débranchée. Mais oui est en marche l'idée de placer à un niveau de pouvoir moindre la bourgeoisie. Surtout à Santa Cruz. A La Paz, la une bourgeoisie a du commencer à accomplir son rôle de classe productive sous de nouvelles règles du jeu. Ici, il y a encore un travail salarié avec des niveaux de surexploitation alarmants et des situations de servitude.

ENTRE LA CLASSE OUVRIERE ET LE PROGRESSISME

Par moments il semble que ce processus va éloigner la Bolivie du féodalisme, pour ainsi dire. Une modernisation et une reconnaissance minimale d'instances de citoyenneté. Est-ce un processus de soulagement de la pauvreté, ce qui est crucial, ou va-t-il plus loin encore, à une situation de transformation de fond ?

Parejas C'est une transformation, il y a une participation sociale forte, une "prise du pouvoir d'agir" (1) des mouvements sociaux. Beaucoup de gens veulent rejoindre le procesus parce qu'ils ne sont pas d'accord avec les politiques de la bourgeoisie. Cela est transformateur. Il y a un transfert de pouvoir au peuple. L'élément répressif de l'État ce sont les Forces Armées. Eh bien, maintenant l'élément de contrôle social ce seront les mouvements sociaux.

Quels éléments sont de véritable transformation ?

Lara : Pour le dire métaphoriquement, le paysan a levé la tête. Cela est beaucoup. Dans Plan 3000 (complexe de logements populaires), vous avez pu voir comment les gens ont démontré qu'ils peuvent faire leur propre dynamique

et comment la volonté de la masse peut s'imposer. Ces choses se produisent aussi parce qu'il y a un gouvernement différent.

Le gouvernement s'ouvre à ces situations ou c'est l'inverse : la situation générale de révolte a-t-elle ouvert la possibilité qu'Evo Morales arrive au pouvoir ? Les gens levaient déjà la tête : El Alto, la Guerre de l'Eau, la Guerre du gaz...

Lara : C'est certain, mais il y a une transformation que nous voyons maintenant. Le kolla n'est plus le "kolla de merde". Maintenant un nouvel élément apparaît dans le processus de transformation, un élément qui a à voir avec un protagonisme, bien que ce ne soit pas une transformation socialiste, troskiste ni assemblée dans aucun projet classique de la politique. L'ouvrier selon la nouvelle Constitution est un citoyen de plus, avec ses droits du travail, sa sécurité, mais il n'y a aucune mention ou intention de placer la classe ouvrière comme avant-garde ou comme sujet ou comme direction révolutionnaire. Rien de cela. Pour cette raison, ce n'est pas un projet socialiste.

Mais l'intention avec tout cela, n'est-elle pas de maintenir une structure verticale, de récupérer une légitimité pour l'État et d'absorber d'une certaine manière le potentiel des mouvements sociaux ?

Lara : Pas autant que ça. Les gens ont influé sur l'Assemblée Constituante, mais par la force d'en bas. Les propositions sont venues d'en bas, les gens se sont mobilisés autour d'une représentation qu'ils ont donnée. Le gouvernement a dû la gérer parce qu'il y a différents intérêts en jeu, mais les gens l'assument comme quelque chose à eux.

Parejas : Les médias avancent que c'est un processus communiste, d'une extrême gauche et indigéniste. Ils effraient la classe moyenne et la classe travailleuse pour qu'elles n'acceptent pas ces changements, et dans ce point je défends l'idée que le texte constitutionnel est nettement libéral, et qu'il cherche une société qui soit progressiste. Le problème c'est que nous avons une droite réactionnaire, fasciste, sans un processus théorique, que se bouge simplement par l'argent et le racisme.

1- Empoderamiento : Comme pour tout concept, celui d'*empowerment* (surtout avec les difficultés des transpositions en français) mérite plusieurs lectures car il devient vite une expression "fourre-tout". Traduit par "empouvoirement" par le lexique Egalité des sexes et développement réalisé par l'AIF, il y est défini comme : " Action de donner ou redonner du pouvoir politique et la capacité d'action à des groupes sociaux minoritaires ou minorisés" Concept forgé par DAWN (Development Alternatives with Women for a New Era), il était inspiré de la théorie de l'oppression et de la "pédagogie des opprimés" de Paolo Freire, il avait toute la force du concept d'émancipation. Il est devenu souvent synonyme d'autonomie, les pouvoirs sociaux et économiques n'étant plus alors questionnés.

Pour Bill Ninacs, praticien et chercheur québécois spécialisé en empowerment, s'il n'existe pas de traduction idéale de ce néologisme anglais, la meilleure traduction demeure "pouvoir d'agir" ; il existe surtout des enjeux pour un empowerment collectif et en langage québécois "communautaire". Il s'agit alors d'un processus par lequel un individu ou une communauté s'approprie le pouvoir et sa capacité de l'exercer. (<http://www.colloquegenre.org/spip.p...>)

Traduit par : <http://amerikenlutte.free.fr>